

COMMISSION CGLU

**INCLUSION SOCIALE, DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS**

PLAN D'ACTION 2021



**POINT DE RENCONTRE DES
GOUVERNEMENTS LOCAUX DE CGLU
SUR LES DROITS HUMAINS
ET LE DROIT À LA VILLE**



CGLU
Commission

Inclusion Sociale,
Démocratie Participative
et Droits Humains



UCLG
CGLU

À PROPOS DE LA COMMISSION 01

La **Commission Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU** rassemble des gouvernements locaux et régionaux engagés - par ses actions et initiatives communes du local à l'international - avec la promotion mondiale des droits humains et du droit à la ville. Dans le cadre de CGLU, elle offre une plateforme pour influencer l'agenda de l'organisation mondiale des gouvernements locaux sur des questions liées à l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains.

La Commission est formée par plus de cent gouvernements locaux, qui collaborent ensemble et en lien avec des initiatives issues de la société civile et de la Recherche, ainsi que d'autres réseaux de villes. Tout au long de deux décennies, de nombreux dirigeants locaux y ont pris part, configurant un héritage durable lié à l'idée :

“UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET COMMENCE DANS LA VILLE”

PRIORITÉS STRATÉGIQUES POUR 2021 02

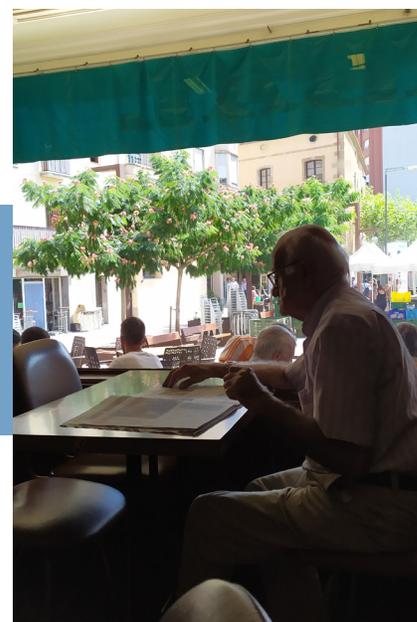
De nouveaux défis, priorités et solutions en matière d'inclusion sociale et de garantie des droits humains ont surgis depuis la crise de COVID-19. Les **gouvernements locaux sont en première ligne pour répondre** tant à l'urgence des situations (sanitaires, sociales, économiques) que pour porter des pistes de transformation et d'adaptation plus durables de l'action locale face à l'évolution des besoins de leurs habitants et à l'aggravation des inégalités.

Lors que les agendas sociaux ont été mis à rude épreuve en 2020, ils ont également **été revigorés par de nouvelles approches et politiques développées par les collectivités locales**, axées sur des questions telles que l'accès aux soins, à l'alimentation ou au logement, la lutte contre les inégalités ou la non-discrimination. En réinterrogeant les dynamiques d'inclusion et de solidarité au sein des territoires, c'est le rôle des collectivités territoriales, la place des services publics, le lien avec les citoyens et les priorités locales qui sont mis en débat et appellent à des engagements renouvelés.

Face à ces enjeux, la CGLU-CISDPDH continuera à fournir, en 2021, une plateforme de mise en réseau et de partage sur les agendas des gouvernements locaux, en plaidant pour une vision transformatrice basée sur les droits humains et le droit à la ville qui

est reconnue et intégrée dans le plan de travail et le programme de CGLU. La Commission s'appuiera sur les voix et les expériences de son réseau pour atteindre cet objectif.

Elle cherchera à renforcer l'expansion du mouvement **villes pour les droits humains** à travers le lancement d'une campagne internationale autour du processus d'actualisation de la **Charte-Agenda mondiale des droits humains dans la ville** à l'occasion du 10e anniversaire de son adoption par le Conseil mondial de CGLU mais aussi par un renforcement des échanges d'expériences et de l'accompagnement des politiques publiques à travers **le lancement d'un MOOC**. Ces deux processus viendront alimenter le travail **de dialogue avec les Nations unies** et le **Forum mondial des Villes pour les Droits humains** (WHRCF) de Gwangju.



D'autre part, la Commission approfondira son travail autour du **droit à la ville** à travers des questions telles que la lutte contre les inégalités et les violences faites aux femmes, la transition écologique ou plus largement l'approche des biens communs ou communs urbains. Le **droit au logement** et la mise en œuvre de la Déclaration des Villes pour le logement convenable ainsi que les enjeux autour de **l'inclusion sociale des migrants** resteront également des priorités du plan de travail.

Parallèlement à la tenue de ces initiatives, la Commission renforcera sa capacité à capitaliser et diffuser de façon plus pérenne son travail et l'expérience de ses membres à travers **le renouvellement de son site web**, l'objectif étant de mieux valoriser la richesse des expériences et des ressources développées.

CO-CRÉER LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DES VILLES POUR LES DROITS HUMAINS

- Faire progresser le dialogue et le partenariat entre **les collectivités locales, le système des droits humains des Nations unies et CGLU**, en s'appuyant sur le processus lancé en 2015 qui a récemment vu l'approbation unanime du Conseil des droits humains de l'ONU par une nouvelle déclaration et une nouvelle résolution.
- Mener **un processus d'actualisation de la Charte-Agenda mondiale des droits humains dans la ville** 10 ans après son adoption par le Conseil mondial de CGLU, afin de mieux refléter les avancées et les priorités du mouvement des villes des droits humains.
- Développer un **MOOC sur les villes des droits humains** en partenariat avec CGLU Apprentissage, en présentant la riche expérience de la Commission sur ce sujet, ainsi qu'en soutenant les processus politique et initiatives locales des membres.
- Coorganiser le 11ème **Forum mondial des villes des droits humains** de Gwangju et d'autres événements proposés par les gouvernements locaux.



FOCUS SUR LE DROIT À LA VILLE : RÉPONDRE À LA CRISE DES INÉGALITÉS ET AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

- Soutenir le développement d'une initiative mondiale rassemblant des **observatoires locaux pour lutter contre la violence envers les femmes** par l'échange de connaissances, l'apprentissage et le plaidoyer politique (tenue dans le cadre d'un projet mené par la coprésidence de la Seine-Saint-Denis).
- Nourrir les discussions de **CGLU sur l'égalité urbaine**, en appuyant le processus de développement du rapport GOLD VI sur ce sujet.
- Contribuer au développement du plan de travail de l'**Observatoire international de la démocratie participative** (OIDP).

FOCUS SUR LE DROIT AU LOGEMENT : ABORDER L'IMPACT DE LA COVID-19 ET PROMOUVOIR LA DÉCLARATION "VILLES POUR LE LOGEMENT"

- Coordonner la **Communauté de pratique de CGLU sur le logement** en se concentrant sur les impacts de la COVID-19 sur la garantie locale du droit au logement ainsi que sur la promotion et mise en œuvre de la déclaration Villes pour le Logement Convenable.
- Explorer les possibilités de **partenariat sur le droit au logement avec les Nations unies** (rapporteur spécial des Nations unies sur le logement convenable, UN Habitat) et des autres partenaires internationaux (Shift).

FOCUS SUR LA MIGRATION : PROMOTION D'UNE NOTION INCLUSIVE DE CITOYENNETÉ URBAINE

- Participer à la conclusion du projet de **Migration de Ville à Ville en Méditerranée** (MC2CM), y compris l'organisation d'événements et la publication de ressources d'apprentissage valorisant ses résultats.
- Soutenir les initiatives de mise en réseau des gouvernements locaux sur la promotion d'une citoyenneté urbaine inclusive et sa relation avec la démocratie participative.

RENFORCER LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DU CENTRE DE CONNAISSANCES

- Clôturer le processus de rénovation du **site web de la CGLU-CISDPDH** et mise à jour des contenus de l'Observatoire villes inclusives.
- Renforcer et améliorer la stratégie de **communication** afin de mieux informer les membres des activités du réseau en fonction de leurs intérêts et priorités.

APPUYER LES MEMBRES ET RENFORCER LE TRAVAIL EN RÉSEAU

- Soutenir les **initiatives des membres** : en coorganisant des événements internationaux, en diffusant et promouvant les pratiques locales, en soutenant le développement de processus locaux en faveur des droits humains...
- Favoriser le dialogue et la coopération avec la **société civile** (Plateforme mondiale pour le droit à la ville, Urbamonde, Transformative Cities) et les **partenaires de recherche** (Institut Raoul Wallenberg, CIDOB) ainsi que les **organisations internationales** (HCDH, Procédures spéciales, FRA).
- Recherche de pistes de coopération avec les différentes sections et mécanismes de consultation de CGLU sur la base de priorités communes.

CO-PRÉSIDENTENCE ET PARTENAIRES

